

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	11
PRÉFACE	13
SOMMAIRE	15
ABRÉVIATIONS	17
INTRODUCTION GÉNÉRALE	21

PREMIÈRE PARTIE LA COEXISTENCE DES DEUX ORDRES JURIDIQUES COMMUNAUTAIRES DANS LA ZONE FRANC

TITRE I – Une dualité de sources juridiques.....	41
CHAPITRE I – L’expression de cette dualité dans le cadre des traités originaires... 43	
Section 1 – Le droit communautaire originaire de l’uemoa.....	43
§ 1. Le traité constitutif.....	44
A. La structure du traité.....	44
B. Le contenu du traité.....	46
1. Le préambule et les dispositions liminaires.....	46
2. Les clauses institutionnelles	47
3. Les clauses matérielles	48
4. Les dispositions transitoires et finales	61
§ 2. Les protocoles additionnels.....	62
A. Les règles organisant les politiques sectorielles relatives à l’homme dans ses relations sociales et son cadre de vie	62
1. Le développement des ressources humaines	62
2. L’amélioration de l’environnement	66
a) La lutte contre l’érosion côtière	69
b) La gestion des écosystèmes transfrontaliers.....	70
c) La gestion des ressources hydrauliques.....	71
d) La gestion des énergies de substitution.....	71
3. L’aménagement du territoire	72
B. Les règles organisant les politiques sectorielles relatives à l’agriculture, à l’industrie, aux mines, aux infrastructures et à l’énergie	74
1. L’agriculture.....	74
2. Le secteur industriel et minier	77
3. Les infrastructures et la politique énergétique.....	80
Section 2 – Le droit communautaire originaire de l’ohada.....	83
§ 1. La structure du traité constitutif.....	83
§ 2. Le contenu du traité de l’OHADA.....	87

CHAPITRE II – L'expression de cette dualité dans le cadre des droits communautaires dérivés	95
Section 1 – Le droit communautaire dérivé de l'UEMOA	95
§ 1. Le droit dérivé unilatéral	95
A. La communauté de régime juridique des actes obligatoires.....	96
B. La spécificité de régime des actes obligatoires	100
1. Les Actes additionnels.....	100
2. Le régime spécifique du règlement.....	101
3. Le régime spécifique de la directive	106
4. Le régime spécifique de la décision.....	113
5. Le régime particulier des Recommandations et des Avis	115
6. Le régime du droit substantiel de l'UEMOA	116
§ 2. Les sources conventionnelles et jurisprudentielles du droit communautaire	117
A. Le droit dérivé conventionnel	118
B. Les sources jurisprudentielles	121
1. La jurisprudence de la Cour de justice.....	121
2. Les principes généraux	123
Section 2 – Le droit communautaire dérivé de l'ohada	124
§ 1 – La consécration d'un droit uniforme des affaires dans la zone franc	124
A. La rénovation par l'uniformisation du droit matériel régissant les acteurs de la vie des affaires.....	124
1. L'uniformisation de la législation des sociétés.....	124
a) Les structures des sociétés.....	127
i) La société unipersonnelle	128
ii) Le groupement d'intérêt économique.....	130
iii) Les groupes de sociétés.....	131
b) Le fonctionnement des sociétés	132
2. L'uniformisation de la réglementation de l'activité commerciale.....	134
a) Le statut du commerçant	134
b) Les intermédiaires du commerce	140
i) Le Commissionnaire	140
ii) Le Courtier.....	141
iii) Les agents commerciaux.....	141
c) La vente commerciale.....	142
3. L'uniformisation de la réglementation des sûretés.....	143
a) Les sûretés personnelles	144
i) Le cautionnement.....	144
ii) La lettre de garantie	146
b) Les sûretés réelles avec possessions	149
i) Le droit de rétention.....	149
ii) Le Gage.....	150
c) Les sûretés réelles sans dépossession	151
d) Les privilèges mobiliers spéciaux	151
e) Les sûretés réelles immobilières – les hypothèques.....	152
f) Les privilèges généraux.....	153
g) Les distinctions et le classement des prix.....	153
B. La rénovation par l'uniformisation du droit processuel des affaires dans la zone franc	154
1. La simplification des procédures de recouvrement des créances et le renforcement des voies d'exécution.....	154
a) Le régime des deux procédures de recouvrement consacrées par l'Acte uniforme	154

b) Le régime des voies d'exécution.....	156
i) Les dispositions communes à toutes les saisies.....	157
ii) Le régime des saisies particulières.....	159
2. L'adaptation des procédures d'apurement du passif des entreprises en difficultés.....	163
a) La prévention des difficultés.....	164
b) Le traitement des difficultés des entreprises.....	165
i) Les conditions d'ouverture du redressement judiciaire et de la liquidation des biens.....	166
ii) Les effets du redressement judiciaire et de la liquidation des biens.....	169
3. La Consécration d'un Acte uniforme constituant le droit commun de l'arbitrage dans l'espace OHADA.....	172
4. La Refonte et l'harmonisation du Droit comptable des Entreprises....	175
§ 2. Les limites à l'œuvre d'uniformisation du droit des affaires dans la zone franc.....	179
A. Les limites imposées à l'OHADA pour des raisons d'opportunité.....	179
1. L'exclusion de certaines matières du droit des affaires réglementées par d'autres organisations sous régionales et la réglementation des aspects pénaux du droit des affaires.....	179
2. Le renvoi de la réglementation de certaines matières aux législations nationales.....	188
B. Les limites résultant de l'application des Actes uniformes.....	195
1. L'application dans le temps des Actes uniformes.....	196
2. L'application matérielle des Actes uniformes.....	200
TITRE II – L'expression de cette dualité dans le cadre des systèmes institutionnels.....	205
CHAPITRE I – L'institution d'organes de décision et d'exécution chargés de promouvoir et d'appliquer le droit communautaire.....	207
Section 1 – L'organisation et les compétences des organes des systèmes institutionnels dans le cadre de l'UEMOA et de l'OHADA.....	207
§ 1. L'organisation et les compétences des organes du système institutionnel de l'UEMOA.....	208
A. Les fondements de l'attribution des compétences.....	208
B. L'organisation et les attributions des fonctions des organes du système institutionnel de l'UEMOA.....	213
1. La Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement.....	213
2. Le Conseil des Ministres.....	215
3. La Commission de l'UEMOA.....	216
§ 2. L'organisation et les attributions des organes du système institutionnel de l'OHADA.....	219
A. Les fondements de l'attribution des compétences.....	219
B. L'organisation et les attributions des compétences des organes du système institutionnel de l'OHADA.....	222
1. Le Conseil des Ministres.....	222
2. Le Secrétariat Permanent, Organe d'Exécution.....	225
3. L'École Régionale Supérieure de Magistrature.....	226
Section 2 – Le fonctionnement des organes du système institutionnel dans le cadre de l'UEMOA et de l'OHADA.....	227
§ 1. Le fonctionnement du système institutionnel de l'UEMOA.....	228
A. Le fonctionnement dans le cadre des organes de décision.....	228

1.	Le fonctionnement de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement.....	228
2.	Le fonctionnement du Conseil des Ministres	230
B.	Le fonctionnement dans le cadre des organes d'exécution	233
§ 2.	Le fonctionnement des organes du système institutionnel de l'OHADA.....	237
A.	Le fonctionnement des organes de décision : le conseil des ministres	237
B.	Le fonctionnement des organes d'exécution.....	240
1.	Le fonctionnement du Secrétariat Permanent.....	240
2.	Le fonctionnement de l'Ecole Régionale Supérieure de Magistrature	241
CHAPITRE II –	L'institution des organes de contrôle démocratique et juridictionnel	243
Section 1 –	L'organisation et les compétences des organes de contrôle de l'UEMOA et de l'OHADA.....	244
§ 1.	Les organes de contrôle de l'UEMOA	244
A.	L'organisation et les compétences des organes chargés du contrôle démocratique.....	244
B.	L'organisation et les compétences des organes de contrôle juridictionnel.....	246
1.	Statut et Organisation de la Cour	246
2.	Les compétences d'attributions de la Cour de justice de l'UEMOA.....	249
1.	Les compétences consultatives.....	250
2.	Les compétences judiciaires de la Cour de Justice.....	250
a)	Les compétences de pleine juridiction.....	251
b)	Compétence en matière de contentieux de recours en annulation.....	256
c)	Compétence en matière de contentieux de la déclaration.....	259
§ 2.	L'organisation et les attributions des organes de contrôles de l'OHADA.....	261
A.	Composition et organisation de la cour commune de justice et d'arbitrage.....	261
B.	Les attributions de la cour commune de justice et d'arbitrage.....	264
1.	Les attributs Consultatifs.....	265
2.	Les attributions contentieuses	266
a)	La voie judiciaire.....	267
b)	La voie arbitrale.....	272
Section 2 –	Le fonctionnement et les procédures devant les organes de contrôle démocratique et juridictionnel de l'UEMOA et de l'OHADA.....	275
§ 1.	Le fonctionnement et les procédures devant les organes de contrôle démocratique et juridictionnel de l'UEMOA.....	275
A.	Le fonctionnement et les procédures du parlement de l'UEMOA.....	275
B.	Le fonctionnement et les procédures devant la Cour de justice de l'UEMOA	276
1.	Fonctionnement de la Cour de justice.....	276
2.	Les procédures devant la Cour de Justice de l'UEMOA	277
a)	Le déroulement des procédures générales	278
b)	Les procédures spéciales	281
§ 2.	Le fonctionnement et les procédures devant la cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA.....	290
A.	Le fonctionnement de la Cour commune de justice et d'arbitrage.....	290

B.	La procédure devant la cour commune de justice et d'arbitrage de l'OHADA.....	291
1.	Dans le cadre de la procédure judiciaire.....	292
2.	Dans le cadre de la procédure consultative.....	299
3.	Dans le cadre de la procédure arbitrale.....	300
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE.....		309

SECONDE PARTIE
LES NÉCESSAIRES ARTICULATIONS
ENTRE LES DEUX ORDRES JURIDIQUES

TITRE I – Une Certaine cohérence actuelle dans le fonctionnement des deux ordres juridiques.....	315
CHAPITRE I – Une cohérence découlant de la structure des deux ordres juridiques et de leur place dans l'ordonnement juridique.....	317
Section 1 – L'autonomie et la hiérarchie des deux ordres juridiques de l'UEMOA et de l'OHADA	317
§ 1. Les hiérarchies des ordres juridiques de l'UEMOA et de l'OHADA	318
A. La hiérarchie des normes des deux ordres juridiques par rapport à la légalité Internationale	318
1. La supériorité des ordres juridiques des traités institutifs de l'UEMOA et de l'OHADA	318
a) Les traités conclus par les États membres	319
b) Les accords conclus par l'UEMOA et l'OHADA.....	323
2. La subordination du droit dérivé.....	325
B. La hiérarchie des normes des deux ordres juridiques par rapport à la légalité interne des États.....	327
§ 2. Les ordres juridiques de l'UEMOA et de l'OHADA : deux ordres juridiques autonomes.....	334
A. L'autonomie des ordres juridiques de l'UEMOA et de l'OHADA par rapport à l'ordre juridique international	335
B. L'autonomie des ordres juridiques de l'UEMOA et de l'OHADA par rapport à l'ordre juridique interne des États membres.....	341
Section 2 – La place du droit communautaire dans l'ordre juridique interne.....	347
§ 1. L'interaction entre les droits communautaires de l'UEMOA et de l'OHADA et les droits nationaux	348
A. L'interaction entre le droit communautaire de l'UEMOA et les droits nationaux.....	348
B. L'interaction entre le droit communautaire de l'OHADA et les droits nationaux.....	356
§ 2. Les conflits entre le droit communautaire de l'UEMOA et l'OHADA et les droits nationaux.....	367
A. L'applicabilité immédiate du droit communautaire.....	367
B. La prééminence du droit communautaire sur le droit national qui lui est contraire	376

CHAPITRE II – Une cohérence s'exprimant même par une certaine complémentarité des deux ordres juridiques.....	383
Section 1 – de l'apport de l'intégration juridique consacrée par l'ohada a celle de l'uemoa	384
§1. De l'apport de l'uniformisation de l'environnement juridique des entreprises aux cadres juridiques de la mobilité	384
A. L'uniformisation de la législation régissant les acteurs de la vie des affaires comme complément à la liberté d'établissement et de prestation de services dans l'espace UEMOA	385
B. L'uniformisation du droit processuel de l'OHADA comme complément à liberté d'établissement et de prestation de services dans l'espace UEMOA.....	394
1. L'Acte uniforme sur les procédures simplifiées de recouvrement des créances et des voies d'exécution.....	394
2. L'Acte uniforme sur les entreprises en difficulté.....	396
3. L'uniformisation du droit comptable.....	398
4. Le droit d'arbitrage.....	402
§ 2. De l'apport de l'uniformisation du droit du travail de l'OHADA à la liberté de travailler consacrée par l'UMOA	403
A. L'uniformisation de la législation relative au droit du travail comme complément à la liberté de travailler dans l'espace UEMOA	404
B. L'uniformisation de la législation relative à la sécurité sociale, comme complément à la liberté de travailler dans l'espace UEMOA.....	414
Section 2 – De l'apport de l'intégration juridique consacrée par l'uemoa à celle de l'OHADA.....	422
§1. L'apport de la réglementation relative au fonctionnement d'un marché commun	423
A. L'unification du territoire douanier et l'harmonisation des fiscalités indirectes et directes intérieures comme facteur de développement des entreprises créées dans le cadre de l'OHADA.....	424
1. Les règles relatives à l'unification du territoire douanier	424
a) L'institution d'un tarif extérieur commun	426
b) L'abolition des frontières douanières internes par l'institution d'un régime tarifaire préférentiel transitoire	430
2. Les règles relatives a l'harmonisation des fiscalités indirectes et directes intérieures.....	432
a) L'harmonisation de la fiscalité indirecte	433
b) L'harmonisation de la fiscalité directe.....	436
B. L'apport du droit de la concurrence consacrée par l'UEMOA à la compétitivité des entreprises créées dans le cadre de l'OHADA.....	441
1. Le cadre juridique des ententes, des abus de position dominante et les aides d'États.....	445
i) Le régime du principe d'interdiction des ententes dans le cadre de l'UEMOA	445
ii) Le régime du principe d'interdiction des abus de position dominante dans le cadre de l'UEMOA.....	448
iii) Le régime du principe d'interdiction des aides d'États dans le cadre de l'UEMOA	451
2. Le contrôle et les sanctions a posteriori des ententes, des abus de position dominante et des aides d'État.....	452

i)	Le contrôle a priori des ententes, des abus de position dominante et des aides d'État dans le cadre interne des États membre et dans le cadre communautaire de l'UEMOA	453
i. a.	Le contrôle des ententes, abus de position dominante et aides d'États dans le cadre interne des États	453
i. b.	Le contrôle des ententes, des positions dominantes et des aides d'États dans le cadre Communautaire de l'UEMOA	456
ii)	Les sanctions des infractions commises dans le cadre des ententes illicites, des abus de position dominante et des aides d'État	458
a)	Les sanctions administratives dans le cadre interne et communautaire.....	458
b)	Les sanctions judiciaires dans le cadre de la violation du droit interne et communautaire	461
§ 2.	Les apports de la réglementation relative au système bancaire et financier de l'UEMOA.....	462
A.	Le secteur bancaire de l'UEMOA : une source de financement des entreprises de l'UEMOA créées dans le cadre de l'OHADA	463
B.	Le Marché financier de l'UEMOA : une source de financement des entreprises de l'UEMOA créées dans le cadre de l'OHADA	471
TITRE II – Une cohérence à parfaire en raison d'une certaine concurrence entre les deux ordres juridiques		479
CHAPITRE I – Les risques de conflits entre les deux ordres juridiques		481
Section 1 – Les risques de conflits de compétence entre les deux ordres juridiques au niveau de leur domaine matériel et normatif.....		481
§ 1.	Les risques de conflits de compétence entre les deux ordres juridiques dans le cadre de leur domaine matériel	482
A.	La confusion des domaines matériels entre les deux ordres juridiques	482
B.	Les difficultés liées à la répartition des domaines matériels des deux ordres juridiques	487
§ 2.	Les risques de conflits de compétence entre les deux ordres juridiques au plan normatif	499
A.	Les risques de conflits liés aux choix des matières à harmoniser ou à uniformiser.....	499
B.	Les risques de conflits liés à l'intégration des normes juridiques de l'UEMOA et de l'OHADA dans l'ordre juridique interne des États membres.....	506
Section 2 – Les risques de conflits entre les deux ordres juridiques au plan juridictionnel.....		513
§ 1.	Les risques de conflits de compétences entre les deux cours de justice	513
A.	Les risques de conflits résultant de l'attribution des compétences entre les deux cours de justice	513
B.	Les risques de conflits résultant de l'application et l'interprétation du droit chargé d'encadrer la diversité des matières à harmoniser ou à uniformiser.....	519

§ 2.	Les risques de conflits de compétences résultant des procédures judiciaires d'application des normes issues de l'UEMOA et de l'OHADA.....	527
A.	Les risques de conflits résultant des recours préjudiciels.....	527
B.	Les risques de conflits résultant des autres procédures juridictionnelles.....	533
CHAPITRE II – Les propositions de solutions aux risques de conflits		537
Section 1 – Les solutions curatives permettant de résoudre les risques de conflits entre les deux ordres juridiques.....		538
§ 1.	Les solutions issues du contenu des dispositions pertinentes de l'UEMOA et de l'OHADA.....	538
A.	Les solutions issues des dispositions de l'UEMOA.....	538
B.	Les solutions issues des dispositions de l'OHADA.....	542
§ 2.	Les solutions curatives issues des dispositions pertinentes du droit international général.....	544
A.	La position de la solution curative devant le juge national.....	544
B.	Les solutions curatives devant le juge communautaire.....	549
Section 2 – Les solutions préventives permettant de résoudre les risques de conflits entre les deux ordres juridiques.....		553
§ 1.	La concertation et la collaboration des deux organisations au cours de l'élaboration et de l'application de leurs règles juridiques.....	553
A.	La collaboration et la concertation au cours des procédures d'édiction des règles communautaires.....	553
B.	La collaboration et la concertation au cours des procédures d'application des règles communautaires.....	561
§ 2.	L'opportunité d'une réadaptation des deux organisations.....	567
A.	La réadaptation des deux organisations au plan institutionnel.....	567
B.	La réadaptation des normes communautaires des traités.....	573
CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE		579
CONCLUSION GÉNÉRALE.....		581
Bibliographie		583
Annexes.....		603
Table des matières		647

IMPRESSION ET MISE EN PAGE : Fatiha BOUKHRIS
PRESSES UNIVERSITAIRES D'AIX-MARSEILLE

DÉPÔT LEGAL – 4^{ème} Trimestre 2008